

## 954<sup>e</sup> séance

Vendredi 10 octobre 1975, à 15 h 10.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.954

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174];

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

### JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD (*suite*)

1. M. FREEMAN-GREENE (Nouvelle-Zélande) fait observer que le Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande a publié une déclaration le jour précédent dans laquelle il s'est prononcé très fermement en faveur de la libération des prisonniers politiques sud-africains et associé aux efforts déployés par l'ONU pour appeler l'attention sur le sort des victimes de l'*apartheid* en Afrique du Sud.

2. M. HRCKA (Tchécoslovaquie) déclare que son gouvernement condamne l'*apartheid* en tant que violation de la Charte des Nations Unies et des droits fondamentaux de l'homme et qu'il a toujours appuyé les Etats qui s'efforcent de l'éliminer, en actes aussi bien qu'en paroles. Le Gouvernement tchécoslovaque appuie sans réserve le peuple sud-africain dans sa lutte pour le respect de ses droits de l'homme, pour recouvrer sa dignité et parvenir à la libération nationale. Le représentant de la Tchécoslovaquie fait observer que, malgré les protestations qui se sont élevées dans le monde entier, le régime raciste sud-africain continue d'emprisonner ceux qui combattent pour le respect des droits de l'homme et la libération nationale. Le Gouvernement tchécoslovaque demande instamment que le régime raciste sud-africain cesse de violer ces droits, abroge toutes les lois racistes et libère immédiatement les patriotes sud-africains emprisonnés. La délégation tchécoslovaque lance également un appel à tous les Etats, pour leur demander d'appliquer les sanctions adoptées par l'ONU contre l'Afrique du Sud et toutes les autres résolutions visant à éliminer l'inhumain système d'*apartheid*, en particulier aux membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui ne l'ont pas encore fait. Le Gouvernement tchécoslovaque continuera d'appuyer sans réserve tous les peuples qui luttent contre l'oppression colonialiste, raciste et sociale et se joindra à tous les peuples cherchant à obtenir la libération de ceux qui combattent courageusement pour le respect de leurs droits de l'homme, pour recouvrer leur dignité et parvenir à la libération de l'Afrique du Sud.

3. M. ABDULDJALIL (Indonésie) déclare que son pays condamne catégoriquement la politique d'*apartheid* criminelle et raciste et réaffirme son appui constant au vaillant peuple azanien qui lutte sous la direction du Congrès panafricainiste (PAC) d'Azanie et du Congrès national

africain (ANC) d'Afrique du Sud. L'Indonésie demande instamment que les décisions prises par la communauté internationale en vue d'appuyer la lutte de ce peuple soient appliquées et invite toutes les nations et organisations à réaffirmer leur solidarité à l'égard des prisonniers politiques sud-africains en intensifiant la campagne menée pour éliminer l'*apartheid*.

4. M. LAI Ya-li (Chine) déclare que sa délégation appuie fermement le peuple azanien dans sa lutte irréductible contre la domination blanche raciste d'Afrique du Sud et tient à exprimer sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques de ce pays. Le peuple africain continue de remporter des victoires éclatantes dans sa lutte pour l'indépendance et la libération nationale malgré les tactiques contre-révolutionnaires auxquelles recourent les autorités blanches et racistes d'Afrique du Sud avec la connivence des superpuissances. Bien qu'il parle de réconciliation, de détente et de paix, le régime raciste sud-africain renforce son appareil militaire et persécute et opprime encore plus sauvagement et plus brutalement le peuple sud-africain. De nombreux combattants de la liberté ont été tués et le nombre des prisonniers politiques augmente. La détente dont parlent les autorités sud-africaines n'est qu'un langage trompeur ayant pour but de rompre l'unité du mouvement africain de libération pour assurer le maintien du régime réactionnaire blanc. Toutefois, l'héroïque peuple azanien ne saurait être trompé et comprendra qu'il faut recourir à la lutte révolutionnaire armée pour renverser le régime raciste, nécessité mise récemment en évidence lors de la douzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenue à Kampala du 28 juillet au 1<sup>er</sup> août 1975.

5. M. ADJIBADE (Dahomey), tout en félicitant le Comité spécial contre l'*apartheid* de ses efforts, note que le régime Vorster ne tient aucun compte depuis des années des tentatives que fait la communauté internationale pour préserver la liberté de la communauté noire d'Afrique du Sud. Ce régime continue à créer des "bantoustans" et à prendre des mesures de répression à l'encontre des syndicats, des étudiants et d'autres groupes. La libération finale du pays est d'autant plus inévitable que la communauté blanche est également victime de la législation oppressive de M. Vorster. Les Africains peuvent être patients, mais les esclaves finissent toujours par riposter. Toute l'Afrique appuie le mouvement de libération et, si l'on veut éviter des heurts sanglants, il faudra que le régime Vorster abroge la législation contre le terrorisme et accorde une amnistie inconditionnelle à tous les prisonniers et réfugiés. Si l'on ne recourt pas à la force, la seule solution que la communauté internationale puisse adopter sera d'appliquer des sanctions économiques, un embargo sur les armes et d'isoler l'Afrique du Sud. Il ne saurait y avoir de paix, de sécurité ou de détente tant que le régime Vorster usurpera le pouvoir et opprimer le peuple de ce pays.

6. M. ADLI (Malaisie) déplore l'emprisonnement de courageux patriotes africains dont le seul crime a été de participer à une lutte légitime pour l'autodétermination et s'étonne que le régime de Pretoria puisse continuer à ne tenir aucun compte de la condamnation internationale que suscitent ses mesures de répression inhumaine et le règne de la minorité raciste. La délégation malaisienne réaffirme qu'elle appuie sans réserve les mouvements de libération de l'Afrique du Sud et qu'elle s'oppose à l'*apartheid*. Elle estime que le régime de Pretoria doit être soumis à des critiques constantes de façon à lui faire prendre conscience de son isolement total dans la communauté mondiale. La célébration d'une journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud est un moyen efficace d'appeler l'attention sur le sort des victimes de l'*apartheid*.

7. M. RUPIA (République-Unie de Tanzanie) déclare que l'*apartheid* est au coeur de tous les problèmes de l'Afrique du Sud. La législation de ce pays est toujours conçue de façon à assurer la stricte application de la discrimination raciale. Toute opposition à l'*apartheid* en Afrique du Sud est considérée comme un crime et fait l'objet d'une répression impitoyable. Il incombe à la communauté internationale de condamner l'*apartheid*, d'isoler le régime sud-africain et de faire pression sur lui pour qu'il abroge les lois de répression et libère tous les prisonniers politiques. La Commission politique spéciale doit témoigner de sa solidarité à l'égard des prisonniers politiques d'Afrique du Sud en aidant encore davantage le PAC et l'ANC qui sont les véritables représentants du peuple sud-africain, afin de leur permettre de hâter la libération totale de l'Afrique du Sud.

8. M. SEGIRINYA (Ouganda) déclare que le régime Vorster continue à appliquer sa politique de répression malgré la condamnation internationale générale, car il est encore appuyé par certains pays qui le reconnaissent et fournissent ainsi un soutien indirect à sa politique. Il est absurde que ces pays impérialistes refusent de reconnaître les mouvements de libération qui représentent les victimes de l'*apartheid*. On devrait rappeler à ces pays que les anciens représentants d'autres mouvements de libération siègent actuellement à la Commission en tant que représentants d'Etats souverains. Les impérialistes continuent d'appuyer le régime Vorster, car ils bénéficient des avantages tirés de la répression. Le représentant de l'Ouganda invite les gouvernements intéressés à condamner également l'*apartheid* et à s'abstenir d'appuyer le régime sud-africain. La délégation ougandaise préconise le recours à une rapide lutte révolutionnaire armée pour renverser le régime d'*apartheid*.

9. Mme BERMUDEZ (Cuba) félicite le Président et les membres du Bureau de leur élection et se réjouit de l'admission à l'Organisation des Nations Unies du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

10. La Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud coïncide avec l'anniversaire d'un événement très important de l'histoire cubaine. Le 10 octobre 1868 la lutte contre le colonialisme espagnol avait été engagée par Carlos Manuel de Céspedes, patriote cubain, qui avait libéré ses esclaves noirs pour qu'ils puissent rallier les rangs des révolutionnaires. Pour Cuba, cet anniversaire est une occasion idéale de rappeler que des centaines d'Afri-

cains languissent actuellement dans les prisons sud-africaines tout simplement parce qu'ils se sont opposés à l'odieuse politique d'*apartheid*.

11. D'après les statistiques, un Africain sur quatre est emprisonné chaque année au titre de l'une ou l'autre des lois sur l'*apartheid*. En 1974, près de 100 000 personnes, y compris des jeunes, des femmes et des vieillards, étaient entassées dans les prisons d'Afrique du Sud et de Namibie considérées comme étant particulièrement inhumaines par l'Organisation des Nations Unies. Une nouvelle série de mises en détention déclenchée en 1975 a suscité l'opposition véhémente de ceux qui défendent sincèrement la cause de la justice, de la liberté et de l'égalité entre les hommes. Néanmoins, encouragé par les puissances occidentales, le méprisable régime de Pretoria continue d'ourdir des machinations pour perpétuer la domination blanche.

12. En mentionnant les noms de Nelson et Winnie Mandela, de Walter Sisulu, de Govan Mbeki, de Nyati Pokela, de Karel Tip, de Gerry Mare, de Glen Moss et d'Abram Fischer, la délégation cubaine tient à rendre hommage à tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et de Namibie et à encourager les mouvements de libération nationale à intensifier leur lutte contre le régime raciste et ses collaborateurs. Cuba se joint aux autres délégations qui se sont déclarées totalement solidaires de leur cause légitime et demande instamment la libération de tous les patriotes d'Afrique du Sud et de Namibie.

13. Le PRESIDENT invite le représentant du Lawyers' Committee for Civil Rights under Law à prendre la parole.

14. M. PEAY (Lawyers' Committee for Civil Rights under Law) dit que la lutte des prisonniers politiques sud-africains et namibiens est essentiellement une lutte pour la jouissance des droits fondamentaux de la personne humaine par les majorités noires de ces pays. Leur lutte symbolise les contradictions irréconciliables entre les lois draconiennes d'Afrique du Sud et les droits fondamentaux de la personne humaine tels qu'ils sont consacrés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

15. La loi sur le terrorisme intitulée *Terrorism Act*, de 1967, qui donne à la police sud-africaine des pouvoirs illimités pour détenir une personne à vie simplement si elle pense que les activités de cette personne entrent dans le cadre de la définition très générale du terrorisme, est particulièrement ignoble. Les détenus n'ont souvent aucun contact ni avec leur conjoint et ni avec leurs avocats. En outre, il n'existe aucune disposition prévoyant le contrôle ou l'invalidation judiciaires de la loi sur le terrorisme elle-même.

16. Actuellement, 10 jeunes Noirs courageux sont poursuivis ensemble en tant que "terroristes" au titre du *Terrorism Act* et, s'ils sont déclarés coupables, risquent d'être exécutés ou d'être condamnés à une peine d'au moins cinq années d'emprisonnement.

17. Ces jeunes gens sont des prisonniers politiques dans le sens le plus vrai du terme. Ils ont été accusés non pas d'activités criminelles, mais du "crime" de s'être déclarés fiers d'être noirs et d'avoir critiqué les injustices de

l'*apartheid*. Ils sont détenus depuis longtemps, depuis plus d'un an pour plusieurs. Or, s'ils sont finalement déclarés coupables et condamnés à une peine d'emprisonnement, aucun des jours déjà passés en détention ne sera déduit de la peine à purger.

18. Les mauvais traitements infligés régulièrement aux prisonniers politiques en Afrique du Sud et en Namibie sont bien en deçà des normes les plus élémentaires de la justice et de l'équité.

19. Le nombre des détentions ordonnées au titre de la loi sur le terrorisme ne cesse d'augmenter. Ces dernières semaines, au moins 75 personnes ont été détenues, et l'on estime à des centaines le nombre total de prisonniers. On ignore le nombre de ceux qui se trouvent au secret ou qui ont été molestés physiquement ou torturés. Les détenus n'ont aucun moyen de faire connaître leur situation à leurs familles ou au reste du monde, ni d'empêcher de nouvelles tortures ou molestations.

20. Au moins 22 personnes seraient décédées en détention, et il n'y a aucun moyen de savoir combien, sur les 75 (ou davantage) prisonniers politiques actuels, subiront le même sort. Le journal pro-nationaliste *Die Vaderland* lui-même a, dans un éditorial publié le 22 août 1975, admis que la garde à vue est une méthode de plus en plus difficile à défendre.

21. L'emprisonnement politique en Afrique du Sud et en Namibie prend des formes diverses. Un grand nombre de prisonniers croupissent à Robben Island ou dans les prisons du continent. Des dizaines et des dizaines de personnes sont frappées d'interdiction ou assignées à domicile au titre du *Suppression of Communism Act*, de 1950. D'autres sont bannies dans des localités distantes en Afrique du Sud et doivent y vivre comme elles peuvent. Ce que les prisonniers ont en commun, c'est leur désir d'égalité raciale, de justice et de respect des droits de l'homme — bref, ces normes internationalement reconnues auxquelles l'Afrique du Sud, en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, a souscrit. Quand donc ces garanties fondamentales de la légalité, ces normes de base de la dignité humaine, prévaudront-elles en Afrique du Sud ?

22. Quiconque a le privilège de vivre dans une société qui reconnaît et respecte les droits inaliénables et fondamentaux de la personne humaine a l'obligation morale d'apporter son appui en paroles et en actes à la lutte que mènent les prisonniers politiques pour instaurer la justice, l'égalité et le règne du droit dans leur pays.

23. M. MOTSEPE (Botswana) félicite le Président et les autres membres du Bureau de leur élection.

24. La Commission se réunit pour proclamer solennellement sa solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains. Ces personnes courageuses ont été jetées dans des prisons inhumaines pour avoir demandé la fin du système d'oppression qui empêche la majorité de la population d'exercer son droit de décider de son propre destin. La voix des victimes de l'*apartheid* est impitoyablement étouffée par des persécutions policières systématiques, des détentions de durée indéterminée, des assignations à domicile, des arrêtés d'interdiction et des emprisonnements à vie.

25. La Journée de solidarité démontre que la communauté internationale continue de se préoccuper de l'inhumanité du racisme institutionnalisé et de la violation constante des droits fondamentaux de la personne humaine dont est responsable le Gouvernement minoritaire raciste d'Afrique du Sud.

26. Le Gouvernement du Botswana rejette la politique des "bantoustans", dans le cadre de laquelle on octroie seulement 13 p. 100 des terres à 16 millions d'Africains alors que 87 p. 100 de ces terres reviennent à 3 millions de Blancs prêchant leur suprématie. La création des "bantoustans" en Afrique du Sud vise à maintenir la majorité opprimée dans un état de division perpétuelle et de dépendance économique par rapport à Pretoria. Les "bantoustans" doivent servir de réservoir de main-d'oeuvre sous-payée qui fait vivre la communauté blanche des oppresseurs en Afrique du Sud. La soi-disant "indépendance" ne serait rien d'autre qu'un simulacre de liberté.

27. Le Gouvernement du Botswana pense que, dans ce pays déchiré, il faut chercher à établir une société pacifique, non raciale, où n'existerait ni inégalité ni injustice. La délégation du Botswana se félicite de la fin de la situation coloniale au Mozambique, au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe; cela prouve que la domination de la minorité blanche en Afrique australe est condamnée. Il est donc injustifiable et immoral qu'une puissance, quelle qu'elle soit, vende des armes offensives et accorde une assistance militaire technique au Gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Une telle collaboration ne sert qu'à renforcer le régime et à faciliter sa répression constante d'une majorité privée de ses droits.

28. La délégation du Botswana demande que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement minoritaire de Pretoria pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques qu'il continue de détenir en contravention de la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale et des autres décisions pertinentes de l'ONU. On ne saurait établir utilement le dialogue qu'avec les représentants véritables de la majorité du peuple opprimé et non pas avec les collaborateurs et les dirigeants des institutions de l'*apartheid*. Les prisonniers ne sont pas, ainsi que le prétend le régime, des criminels, et la communauté internationale doit donc rejeter l'assertion arrogante du Gouvernement sud-africain selon laquelle il ne détient aucun prisonnier politique. L'abrogation de la loi sur le terrorisme et de la loi sur la répression du communisme, de même que des autres lois et règlements répressifs, devrait constituer un premier pas vers un retour à la raison dans cette partie du monde.

29. Le régime a largement prouvé qu'il ne fait aucun cas de la vie humaine en poursuivant une politique d'agression et de torture, posant ainsi une menace évidente à la paix et à la sécurité internationales. Il faut prendre des mesures pour désamorcer cette situation explosive.

30. Il faudrait prêter assistance aux victimes de l'*apartheid* par l'intermédiaire des organes appropriés des Nations Unies. La délégation du Botswana demande instamment que l'on annonce et que l'on verse des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et aux autres fonds de ce type.

31. Enfin, la délégation du Botswana félicite le Comité spécial contre l'*apartheid* et le Groupe de l'*apartheid* pour avoir fait connaître le caractère inhumain et répressif du système de l'*apartheid*.

32. M. BÁNYÁSZ (Hongrie) se félicite de l'admission du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'Organisation des Nations Unies. Ces pays ont mené une lutte longue et difficile contre les forces de l'impérialisme avant d'obtenir la liberté et l'indépendance nationales; la délégation hongroise leur souhaite le plus grand succès et les assure de sa coopération amicale.

33. En célébrant la Journée de solidarité, la communauté internationale pacifique tout entière se range aux côtés des hommes et des femmes emprisonnés parce qu'ils s'opposent aux politiques de l'*apartheid* et du racisme, politiques qui ont été condamnées par les Nations Unies.

34. Les pays socialistes ont toujours été du côté des patriotes sud-africains dans leur lutte pour la liberté et la dignité humaine. Les pays socialistes leur accordent une assistance qui permettra à leur juste cause de remporter la victoire finale et continuent de faire tout leur possible pour amener la libération des combattants de la liberté emprisonnés.

35. Trente ans ont passé depuis la défaite du régime fasciste hitlérien et pourtant d'innombrables victimes languissent dans les prisons fascistes. La célébration de la Journée de solidarité ne doit donc pas rester un cri d'alarme isolé et impuissant. Ce n'est qu'en prenant de nouvelles initiatives que la Commission pourra appuyer efficacement la juste cause du peuple sud-africain.

36. M. KASINA (Kenya) déclare que la Commission, alarmée par le nombre de plus en plus grand des arrestations opérées par le régime raciste sud-africain, a décidé de célébrer la Journée de solidarité. Les années précédentes, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ont à maintes reprises demandé à ce régime d'accorder une amnistie inconditionnelle à toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des mesures restrictives pour leur opposition à l'*apartheid*. Le régime raciste a néanmoins fait fi de l'appel qui lui était adressé.

37. D'éminents dirigeants politiques des mouvements de libération, comme Nelson Mandela, Walter Sisulu et Govan Mbeki, sont toujours prisonniers en vertu de la loi dite "*Sabotage Act*", de 1962, pour s'être opposés à la politique d'*apartheid*. Ces hommes sont d'authentiques représentants de l'Afrique du Sud et ce sont eux qui devraient représenter leur pays à l'Organisation des Nations Unies.

38. La population africaine d'Afrique du Sud continue à être opprimée et soumise à des humiliations de toutes sortes. Des droits de l'homme fondamentaux, comme la liberté d'association et d'expression, sont depuis longtemps bafoués.

39. La vague d'arrestations et d'incarcérations qui a déferlé en septembre 1974 est un exemple frappant de

l'intensification de la répression politique. Tout récemment encore, en août et en septembre 1975, de nouvelles arrestations ont eu lieu. La plupart des détenus sont des jeunes, tous accusés de s'être dressés contre la politique d'*apartheid*, politique qui a été condamnée à de nombreuses reprises par l'Organisation des Nations Unies.

40. L'intensification de la répression en Afrique du Sud fait planer une menace croissante sur la paix et la sécurité internationales, c'est pourquoi il est urgent de prendre des mesures efficaces. Les personnes emprisonnées ou frappées d'interdiction en vertu des lois relatives à l'*apartheid*, pour avoir participé au combat légitime pour la libération nationale, doivent être relâchées immédiatement et sans conditions.

41. L'effondrement du régime colonialiste portugais ne doit pas être attribué à tort au dialogue engagé par l'Afrique du Sud avec des Etats africains. La délégation kényenne a toujours refusé tout dialogue avec le régime sud-africain. L'Afrique du Sud devrait plutôt engager un dialogue avec la majorité noire de la population à l'intérieur de ses frontières. Le Kenya refuse le dialogue, car cela desservirait la lutte des peuples africains pour l'autodétermination et signifierait qu'il reconnaît le régime raciste et sa politique néfaste d'*apartheid*.

42. Les efforts de Vorster pour paraître crédible aux yeux de l'Afrique noire ne sont qu'artifices. Son objectif demeure le même : renforcer l'*apartheid*. Le régime a été contraint d'adopter une nouvelle tactique devant l'intensification de la lutte menée contre lui par les mouvements de libération et par la communauté internationale. Ce changement d'attitude est également dû à l'effondrement du régime colonialiste portugais, qui a profondément ébranlé les architectes de l'*apartheid* et causé la suppression de la ceinture des Etats tampons qui isolait efficacement l'Afrique du Sud du reste du continent.

43. La thèse du "développement séparé" répond au désir de déguiser à l'Afrique et au monde les véritables intentions du régime lorsqu'il procède à la création de ce qu'il appelle les "bantoustans". Toutefois, ces intentions sont faciles à percer. Les Blancs, qui représentent moins de 17 p. 100 de la population, doivent recevoir 87 p. 100 des terres tandis que les Africains devront se contenter de ce dont personne ne veut. On ne peut concevoir que les "bantoustans" puissent être viables du point de vue économique; en outre, près de la moitié de la population africaine n'y vit pas.

44. L'Afrique du Sud continue à ne tenir aucun compte des résolutions de l'ONU en raison de l'appui commercial, militaire et diplomatique qu'elle reçoit de nombreux Etats Membres de l'Organisation. Malgré les appels de l'ONU, certains pays occidentaux, dont la plupart sont membres de l'OTAN, ont continué à fournir des armes à l'Afrique du Sud. Nombre d'autres pays occidentaux continuent à entretenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud et à investir dans ce pays. Devant l'attitude du régime sud-africain qui a toujours refusé d'appliquer ces résolutions, l'ONU n'a d'autre choix que de poursuivre et de renforcer le boycottage militaire, économique, politique, culturel et sportif du régime. La communauté internationale doit accorder tout le soutien nécessaire aux mouve-

ments de libération qui mènent une lutte légitime pour tous les moyens existants, y compris les armes.

45. Le **PRESIDENT** invite le représentant du Congrès panafricaniste d'Azanie à prendre la parole.

46. M. **SIBEKO** (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) déclare qu'il désire éclaircir un point. Il fait observer que le but de la réunion de la Commission est de manifester sa solidarité avec les prisonniers d'Afrique du Sud et tous leurs compagnons d'armes qui combattent le fascisme dans ce pays. Aussi M. Sibeko a-t-il été grandement surpris de constater que tous les orateurs qui l'ont précédé n'ont fait allusion qu'aux dirigeants de l'ANC. Peut-être ne s'agit-il là que d'un oubli de leur part ou peut-être le PAC n'a-t-il pas les appuis nécessaires là où il conviendrait. On peut même soupçonner l'existence d'une campagne bien orchestrée. Le PAC a pris la peine d'exposer à l'extérieur de la salle de réunion une série de photographies et de textes sur la condition de ses chefs persécutés par Vorster. Ces hommes, qui sont à l'avant-garde de la lutte, ont enduré les mêmes souffrances que les autres dirigeants; c'est pourquoi, il convient de leur manifester à eux aussi la solidarité de la communauté internationale. La Journée de solidarité pourrait sinon s'appeler "Journée de solidarité sélective". Il convient donc de rendre hommage à tous ceux qui participent à la lutte. Les représentants de l'ANC ont mentionné le rôle joué par le PAC et M. Sibeko lui-même, dans sa déclaration, a fait allusion au rôle joué par l'ANC en vue de rassembler toutes les forces qui luttent contre l'ennemi commun. Favoriser les rivalités dessert la cause de l'unité. La Commission devrait donc s'abstenir de diviser les Azaniens plus qu'ils le sont déjà.

47. Le **PRESIDENT** dit qu'il est convaincu de parler au nom de la Commission entière en déclarant qu'elle s'est réunie pour manifester sa solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, et dans ce seul but. Cela ne signifie pas que la Commission ait oublié ceux qui mènent la lutte mais simplement que, pendant la Journée, l'accent est mis sur les larmes, le sang et les souffrances des prisonniers. C'est pourquoi, tout en respectant entièrement les points de vue du PAC, il ne peut accepter les critiques formulées par son représentant.

48. M. **MARMULAKU** (Yougoslavie) dit que la solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud, qui a été exprimée à la Commission, traduit l'indignation que ressent toute l'opinion publique mondiale progressiste devant un régime raciste et fasciste foulant aux pieds sans vergogne les droits de l'homme fondamentaux, violant la Charte et ne tenant nul compte des décisions de l'ONU. Aussi bien les événements récents en Afrique du Sud que les documents dont la Commission est saisie, le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022), la déclaration liminaire du Rapporteur de ce comité faite à la 951<sup>e</sup> séance de la Commission politique spéciale et la déclaration prononcée à cette même séance par le représentant de l'OUA montrent sans l'ombre d'un doute que le régime raciste sud-africain devient encore plus brutal et qu'après la défaite que représentait la suspension de sa délégation à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, il cherche à duper l'opinion publique mondiale en prétendant qu'il est disposé à négocier avec la majorité noire alors qu'en fait il essaie de diviser les mouvements de libération et la population de

l'Afrique du Sud afin de prolonger son existence, fondée sur l'exploitation.

49. La délégation yougoslave exprime son appui sans réserve aux mouvements de libération et aux prisonniers politiques en Afrique du Sud et sa solidarité avec eux. Elle estime que l'ONU et la communauté internationale dans son ensemble doivent déployer des efforts énergiques afin d'obtenir l'élimination complète de l'*apartheid* qui est le système le plus honteux de l'histoire de l'humanité.

50. M. **MARTYNENKO** (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit qu'en cette journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud toute l'humanité progressiste et tous ceux qui connaissent le prix de la paix, de la liberté, de la dignité et de la justice humaines proclament leur solidarité avec la lutte de la population sud-africaine et leur soutien à cette lutte et condamnent résolument le système raciste et barbare de l'*apartheid* qui a été condamné comme un crime contre l'humanité.

51. Dès 1963, dans sa résolution 1881 (XVIII), l'Assemblée générale unanime a demandé la libération des prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Toutefois, le régime raciste a continué de fouler aux pieds la Charte des Nations Unies et de ne tenir aucun compte de cette résolution ainsi que de toutes les autres décisions des Nations Unies l'invitant à mettre un terme au racisme et à l'oppression. Comme le montre le dernier rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022), la terreur raciste prend des proportions encore plus grandes et il y a eu une nouvelle vague d'arrestations frappant des dizaines de personnes hostiles au système inhumain de l'*apartheid*.

52. Après avoir illégalement occupé la Namibie, les autorités de Pretoria y implantent un système colonial et raciste et renforcent la répression contre ceux qui luttent pour la liberté et l'indépendance de la population opprimée de l'Afrique du Sud. Le régime raciste, avec l'aide de ses gardiens et protecteurs connus de tous, équipe son armée d'armes nouvelles et fiévreusement crée un centre de lutte contre le mouvement de libération des peuples africains, qu'a pris un nouvel élan depuis l'effondrement de l'empire colonial portugais. Cela crée une menace directe à la paix et à la sécurité internationales et en même temps met en lumière les objectifs véritables de la politique de soi-disant "compréhension mutuelle" récemment annoncée par Pretoria. Si les racistes sud-africains ne tiennent pas compte des décisions de l'ONU et continuent leur politique d'*apartheid* c'est principalement grâce à l'appui militaire, politique, économique et financier considérable qu'ils reçoivent des impérialistes et de leurs monopoles, qui s'enrichissent aux dépens des Africains. Cela est confirmé par le rapport et par d'autres documents du Comité spécial contre l'*apartheid*. En vue de préserver l'*apartheid*, d'intimider la population autochtone et de réprimer le mouvement de libération nationale, les autorités racistes continuent à appliquer des lois inhumaines, qui constituent une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Prenant prétexte de prétendues violations de ces lois racistes, c'est par milliers qu'ils ont envoyé et qu'ils continuent d'envoyer les adversaires du régime en prison et dans les camps de concentration où souvent la mort vient les prendre. On vénère aujourd'hui le souvenir d'Abram Fischer, qui a courageusement lutté pour l'avenir du peuple sud-africain. La patience et la force de

caractère de tous ceux qui sont encore de la libération de leur pays sont une preuve éclatante que jamais les racistes ne réussiront à briser la volonté des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie, qui triompheront nécessairement dans leur juste combat.

53. Les sympathies du peuple ukrainien vont toutes aux combattants de la liberté de l'Afrique du Sud, auxquels l'Ukraine a d'ailleurs toujours accordé soutien et assistance. La délégation ukrainienne appuie résolument toute proposition tendant à prendre des mesures efficaces contre les racistes sud-africains afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques sud-africains. Elle est certaine que la Journée de solidarité contribuera à intensifier encore les efforts de l'ONU et de la communauté mondiale en faveur du juste combat des patriotes sud-africains pour obtenir la libération et l'indépendance de leur peuple et pour isoler et éliminer totalement le racisme et l'*apartheid*.

54. M. GHELEV (Bulgarie) se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'exprimer une fois encore sa solidarité avec les martyrs de la répression raciste à un moment où, plus que jamais, il est nécessaire de mobiliser l'opinion publique mondiale en vue de renforcer et de rendre plus efficace la lutte contre les forces de la réaction. La position de la Bulgarie à l'égard de l'*apartheid* est bien connue. Toute forme de discrimination raciale est tout à fait inconcevable pour le peuple bulgare. La théorie et la pratique du racisme ont toujours été rejetées et vigoureusement condamnées par le Gouvernement bulgare, dont l'attitude est fondée sur les principes de base de l'Etat socialiste et reflétée dans la législation et la Constitution nationales. Le Gouvernement bulgare s'est toujours associé à toute action internationale contre le racisme sous toutes ses formes et ses manifestations et, plus particulièrement, contre l'*apartheid*. Pour cette raison, la délégation bulgare appuie sans réserve l'action de l'ONU visant à défendre les victimes du régime raciste et criminel de l'Afrique du Sud. Ce régime a une fois encore défié les appels et les résolutions des Nations Unies et rejeté toutes les requêtes qui lui étaient adressées par la communauté internationale au sujet des prisonniers politiques sud-africains. Il a même promulgué des lois plus répressives encore et il a étendu le réseau de la répression. Il est du devoir sacré de la communauté internationale de dénoncer de la manière la plus catégorique la politique barbare de l'Afrique du Sud, qui constitue la négation même de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Puisque les racistes refusent de libérer les prisonniers politiques, tous les gouvernements devraient renforcer leur action pour isoler ce régime et redoubler d'efforts pour appuyer ceux qui luttent pour la liberté et la dignité humaines en Afrique du Sud.

55. La délégation bulgare est prête à s'associer à toute action qui permettrait de briser l'indifférence, voire l'hypocrisie de certains milieux et de certains gouvernements et qui pourrait apporter un message d'espoir et d'encouragement aux nombreuses victimes de la répression raciste.

*M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.*

56. M. MANGAL (Afghanistan) déclare que sa délégation s'associe aux manifestations de solidarité avec les prison-

niers politiques d'Afrique du Sud qui sont incarcérés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain et de leur lutte pour les libertés fondamentales et les droits individuels. L'Afghanistan a toujours appuyé la lutte des peuples sous régime colonial et sous domination étrangère et un principe essentiel de sa politique étrangère est le rejet du racisme et de l'*apartheid*. Sa délégation souhaite réaffirmer l'appui du Gouvernement et du peuple afghans à la lutte légitime du peuple sud-africain pour l'élimination totale de l'*apartheid* et pour le droit à l'autodétermination.

57. La communauté internationale a lancé un premier appel dans la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale en faveur de la libération inconditionnelle de toutes les personnes emprisonnées ou soumises à des restrictions de liberté en raison de leur opposition à l'*apartheid*, mais le Gouvernement sud-africain n'a pas tenu compte de cet appel ni des suivants, a promulgué des lois encore plus oppressives et a étendu le système de répression et d'emprisonnement.

58. Réitérant son indignation devant la poursuite de la politique inhumaine et barbare d'*apartheid* en Afrique du Sud, la délégation afghane souhaite s'associer à tout nouvel appel qui pourra être lancé au Gouvernement sud-africain pour qu'il accorde une amnistie inconditionnelle à tous les prisonniers détenus à cause de leur opposition à l'*apartheid*, et qu'il abroge toutes les lois répressives et les règlements perpétrant la discrimination raciale et l'*apartheid* en Afrique du Sud.

59. M. PINTO-BAZURCO (Pérou) déclare que, bien que le régime raciste sud-africain continue à détenir de nombreux dirigeants du peuple sud-africain, la juste lutte de ce peuple continue. L'histoire est irréversible et la cause du peuple sud-africain triomphera. On se souviendra de l'*apartheid* comme d'un phénomène étrange dans le développement de la civilisation humaine et comme une pratique absurde d'un Etat contre son peuple. Quand l'évolution naturelle d'un peuple est retardée par la force, la révolution devient légitime. Aussi, la délégation péruvienne tient-elle à réaffirmer la solidarité de son pays avec ceux qui combattent pour se libérer.

*M. Martínez Ordóñez (Honduras) reprend la présidence.*

60. M. ZENKYAVITCHOUS (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en proclamant la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud le Comité spécial contre l'*apartheid* appelle la communauté internationale à réaffirmer son soutien à la juste lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour sa libération nationale, et appelle également tous les gouvernements et organisations à réaffirmer leur solidarité avec les prisonniers politiques sud-africains. La Journée de solidarité sera dignement et largement célébrée par la société soviétique. Les organisations soviétiques de masse s'emploient activement à informer le peuple soviétique, par l'intermédiaire des moyens de communication et de diffusion de masse, des événements qui ont lieu en Afrique du Sud et des méfaits du colonialisme, du racisme et de l'*apartheid* et mobilisent le public soviétique pour qu'il appuie la campagne pour la libération des prisonniers politiques sud-africains.



61. L'Union soviétique poursuit une politique, fondée sur des principes cohérents, contre le colonialisme, le racisme et l'*apartheid*. L'un des principes fondamentaux de sa politique étrangère est un soutien général politique, diplomatique et autre, aux peuples qui combattent de manière désintéressée pour leur indépendance et leur libération nationale. Dans l'arène internationale et à l'Organisation des Nations Unies, l'Union soviétique a toujours plaidé en faveur de la liquidation immédiate et définitive des régimes coloniaux et racistes. L'Union soviétique exprime sa grande admiration pour les milliers de combattants désintéressés qui luttent pour la libération en Afrique australe, et dont beaucoup ont été condamnés à la prison à vie et languissent actuellement dans les prisons et les salles de torture du régime sud-africain. Ces sacrifices n'ont pas été vains parce que la foi profonde des prisonniers en leur propre peuple, en leur juste cause et en la victoire finale inspire de nouveaux efforts à tout le peuple sud-africain. Le succès de la lutte héroïque des peuples de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola, fondée sur l'aide fraternelle et l'appui des pays socialistes et des autres forces progressistes dans le monde, est pour eux un brillant exemple. Pour ce qui est de soulager le sort des prisonniers du régime raciste d'Afrique du Sud, cela dépend beaucoup des pays qui se font les complices de ce régime et souvent le protègent. Leurs représentants parlent beaucoup des droits de l'homme à l'Organisation des Nations Unies, mais lorsqu'il s'agit de prendre des mesures efficaces pour protéger les droits des combattants de la liberté en Afrique du Sud, leur appui fait défaut aux victimes du racisme, de l'*apartheid* et du colonialisme. Cependant, l'histoire montre de manière irréfutable que rien ne saurait venir à bout de la lutte des peuples pour la liberté, l'indépendance nationale et le progrès social.

62. La détente, qui, grâce aux efforts persistants de l'Union soviétique et des autres pays épris de paix, devient irréversible donne un élan puissant à la nouvelle poussée de la lutte pour la libération totale et définitive des peuples. L'affirmation de ceux qui, contrairement au bon sens, essaient de soutenir que la détente retarde le mouvement de libération nationale est profondément erronée et nuisible et fait le jeu des racistes. Lorsque la tendance à la détente a commencé à prendre de la force, le mouvement mondial de libération a réalisé des progrès nombreux et importants.

63. La délégation de l'Union soviétique considère que le moment est venu de prendre des mesures efficaces contre les racistes sud-africains et de réclamer la libération totale des prisonniers politiques d'Afrique du Sud, dès que possible. Une vaste campagne pour leur libération devra être engagée dans le monde entier. La délégation soviétique espère que la juste cause des patriotes sud-africains triomphera et que les peuples d'Afrique du Sud deviendront libres.

64. M. AKIMAN (Turquie) dit qu'il est tout à fait approprié pour la communauté internationale de célébrer la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud dont les souffrances permettront d'instaurer une société juste et égalitaire dans leur pays. La délégation turque croit que le combat pour la liberté, l'équité et la justice en Azanie sera remporté par les Azaniens eux-mêmes; les mesures que la communauté internationale prendra, quelles qu'elles soient, n'auront

jamais qu'une importance secondaire par rapport à celles que prendront les Azaniens. Elle affirme solennellement son appui au peuple d'Azanie et aux patriotes azaniens dont la résolution et le dévouement aux principes de liberté et d'égalité constituent un exemple pour l'humanité tout entière.

65. M. BENUZZI (Italie), parlant au nom des neuf délégations de la Communauté économique européenne (CEE), donne lecture du texte d'une lettre du représentant permanent de l'Italie au Président par intérim du Comité spécial contre l'*apartheid*. Aux termes de la lettre, les neuf Etats ont décidé de célébrer la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Ces Etats appuient les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et affirment que la notion d'emprisonnement en raison de croyances politiques leur est étrangère. Ils s'associent à l'appel lancé par le Comité spécial pour que soient libérés tous ceux qui ont été emprisonnés en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid*.

66. M. DE PRAT GAY (Argentine) dit qu'à l'occasion de la Journée de solidarité sa délégation tient à exprimer l'appui de l'Argentine à tous ceux qui luttent pour extirper la discrimination raciale et l'*apartheid*. Le jour viendra où il sera mis un terme à l'*apartheid* et où l'égalité préconisée dans la Charte des Nations Unies deviendra une réalité.

67. M. AMISSAH (Ghana) dit que, comme sa délégation renouvelle son appui indéfectible aux victimes de l'oppression raciale, de la haine et de la discrimination en Afrique du Sud, elle trouve une consolation dans l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert et de Sao Tomé-et-Principe.

68. Il y a 30 ans, l'*apartheid* était considéré comme une affaire intérieure, une question d'intérêt national qui ne pouvait être examinée par l'Assemblée générale, mais aujourd'hui la majorité écrasante des Etats Membres des Nations Unies ont affirmé que les mouvements de libération sont les représentants authentiques et véritables du peuple sud-africain. Le remaniement de la carte de l'Afrique et l'accession à l'indépendance et à la souveraineté des anciens pays coloniaux ont obligé l'Afrique du Sud à admettre que la fin des structures d'oppression dans ce pays est inévitable. La prétendue détente qu'elle pratique n'est rien d'autre qu'un écran de fumée destiné à donner un répit aux créateurs de l'*apartheid*. Si, d'une part, Vorster a offert de servir de médiateur en Rhodésie du Sud, d'autre part, il a intensifié son oppression en Afrique du Sud, y opérant de nombreuses arrestations, détenant les prévenus sans les passer en jugement, torturant les prisonniers politiques et les soumettant à des traitements brutaux, prenant des mesures d'interdiction contre les adversaires de l'*apartheid*, etc. En 1974, l'Afrique du Sud a demandé un délai de grâce de six mois afin d'apporter des changements au système haineux de l'*apartheid* et cette demande hypocrite a été résolument appuyée par ses amis. Ces changements ont été imposés par les nécessités économiques créées par la pénurie de main-d'oeuvre blanche aux niveaux les plus bas de l'échelle des emplois spécialisés. Si ces changements insignifiants sont ceux que l'Afrique du Sud et ses alliés envisageaient lorsqu'ils ont donné l'assurance que des changements seraient apportés dans les six mois, il faut leur préciser que la majorité des hommes de bonne volonté du monde ne sera satisfaite qu'avec la destruction totale de l'appareil d'*apartheid*, tout entier.

69. Les racistes sud-africains n'ont cessé de répéter qu'il n'y aurait jamais d'égalité entre les races dans leur pays. Leurs actions visent à stabiliser et à perpétuer le système d'*apartheid*. Dans ces conditions, la communauté internationale peut demander pourquoi la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique aident l'Afrique du Sud avec tous les moyens dont ils disposent et s'opposent à toute tentative de discipliner l'Afrique du Sud. Pourquoi ces trois pays veulent-ils que l'Afrique du Sud, avec sa politique nationale et ses pratiques racistes, demeure Membre de l'Organisation des Nations Unies et pourquoi les Etats-Unis d'Amérique trouvent-ils difficile d'appuyer un embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud ? La réponse est la suivante : ces pays tirent des bénéfices économiques et militaires de l'exploitation continue par l'Afrique du Sud de la main-d'oeuvre à bon marché noire et non blanche. De l'avis de la délégation ghanéenne, la couleur est une des raisons de l'attitude négative de ces pays. Récemment, on a assisté à une explosion sentimentale dans les pays de la CEE contre un Etat Membre de l'ONU, mais en Afrique du Sud, des milliers de personnes sont emprisonnées, mises à mort, gardées indéfiniment à vue, leurs droits de l'homme les plus fondamentaux et leur dignité humaine leur sont refusés, cependant que la CEE assiste à ce spectacle en exprimant un appui de pure forme et en refusant de prendre des mesures correctives. Les pays européens ont pris des mesures punitives contre un pays dont les victimes sont blanches, mais, en Afrique du Sud, les victimes sont des non-Blancs et l'Europe s'oppose donc à toute sanction efficace contre ce pays.

70. Les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la France ont réaffirmé de façon éhontée leur appui aux racistes sud-africains lorsque la Commission politique spéciale a décidé d'autoriser des représentants de l'ANC et du PAC à participer à ses délibérations et d'exclure les représentants du régime fasciste. De façon tout aussi éhontée, ils se sont opposés à l'expulsion de l'Afrique du Sud en usant de leur droit de veto. Toutefois, l'Afrique du Sud, en refusant d'avancer à assister à la discussion de la question de l'*apartheid*, a perdu le droit de participer aux délibérations de la communauté internationale. La délégation ghanéenne trouve une consolation à constater que l'opposition à l'*apartheid* croît chaque jour et que l'Afrique du Sud est consciente de son isolement de plus en plus grand. Il ne suffit pas d'éliminer ce que l'on appelle "*petty apartheid*"; ce qu'il faut, c'est éliminer complètement l'*apartheid* de l'Afrique du Sud et toutes les formes de discrimination raciale partout ailleurs dans le monde. La délégation ghanéenne est convaincue que la raison, l'objectivité et la réalité l'emporteront sur le goût du lucre et les alliances militaires, sur l'oppression et l'injustice raciale. Le jour viendra bientôt où ceux qui appuient l'*apartheid* demanderont l'autorisation de reconnaître les mouvements de libération comme les représentants légitimes de la majorité du peuple sud-africain. Dans l'intervalle, le combat se poursuit avec acharnement, la victoire ne pouvant revenir qu'au peuple sud-africain.

71. M. HARRIMAN (Nigéria) apporte au peuple exploité, opprimé et dépossédé de l'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération les salutations et l'appui du Gouvernement nigérian qui s'engage à l'aider dans sa lutte légitime pour la liberté, la justice et l'autodétermination.

Les grands héros de l'Afrique du Sud, de l'Afrique et de tous les peuples opprimés et défavorisés ont lutté pendant de nombreuses décennies pour obtenir leurs droits de l'homme fondamentaux. La lutte en Afrique du Sud a commencé par être pacifique; aujourd'hui elle est devenue une lutte armée et, si le régime minoritaire de l'Afrique du Sud ne sait comprendre les mises en garde, elle ne peut qu'aboutir à une conflagration raciale qui n'aidera personne.

72. Le peuple sud-africain est aujourd'hui condamné à accepter son sort et à demeurer dans des réserves délimitées, à s'établir dans des campements d'esclaves établis sur le site des mines et dans des ghettos aux abords de villes resplendissantes, ou à recourir à la lutte armée et à être jeté en prison. Comme on le sait, 15 millions de non-Blancs sont condamnés à vivre dans les réserves, les régions les plus désertiques, qui couvrent 13 p. 100 seulement de leur patrie, alors que le groupe minoritaire raciste, qui compte moins de 4 millions de Blancs, met au pillage 87 p. 100 des terres. On ne peut attendre de la majorité qu'elle continue à vivre dans des conditions aussi avilissantes. Ceux qui veulent travailler sont contraints de vivre comme des esclaves dans les tristement célèbres *compounds* (quartiers noirs) où ils sont soumis à la législation sur les laissez-passer et n'ont pas le droit de voyager librement à l'intérieur de leur propre pays. La minorité blanche s'est essentiellement préoccupée de créer un vaste marché de main-d'oeuvre africaine à bon marché et de le préserver grâce à des conventions collectives conclues avec les sociétés minières pour fixer les salaires des travailleurs africains — le monopole ainsi établi pour le recrutement des travailleurs empêchant le libre jeu de l'offre et de la demande — et à des mesures instaurant un travail servile en vertu d'une législation et d'institutions racistes. C'est un fait bien connu que 97 p. 100 des travailleurs en Afrique du Sud ont des contrats d'une durée d'un an seulement, et ce pour les empêcher de relever leur niveau de compétence et d'acquérir une conscience de classe. En outre, les travailleurs sont enfermés à l'intérieur des *compounds* par un appareil quasi militaire. Le système sud-africain est le système d'exploitation de la main-d'oeuvre théoriquement le plus parfait qui ait jamais été inventé. Les travailleurs ne peuvent user de leur force ni individuellement ni collectivement; ils ne peuvent négocier avec la direction; ils ne peuvent se donner des organisateurs; ils ne peuvent quitter leur travail et ils n'ont pas le droit de grève. Le pouvoir politique est utilisé par la minorité pour perpétuer les privilèges économiques des Blancs dont les efforts visent à maintenir le *statu quo*.

73. La police détient les prévenus indéfiniment et les garde au secret dans des conditions très dures dans la prison de Robben Island et dans des régions écartées. Tous les membres des groupes de couleur qui militent pour les valeurs libérales sont arrêtés et détenus en vertu d'une loi répressive ou d'une autre. La brutalité de la police sud-africaine est bien connue; tous se souviennent de la Journée du FRELIMO (Frente de Libertação de Moçambique) en 1974, lorsque cette police a lâché ses chiens sur les participants à une manifestation pacifique.

74. La Journée de solidarité est l'occasion pour la communauté internationale d'adresser tous ses vœux les meilleurs aux milliers de prisonniers politiques d'Afrique du Sud et pour se proclamer solidaire avec eux, leur cause et les



objectifs qu'ils poursuivent. La communauté internationale poursuivra ses efforts pour aider le peuple opprimé de l'Afrique du Sud; pour sa part, la délégation nigériane s'engage à apporter tout son appui à sa cause. Elle se range fermement du côté de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle demande la libération de tous les prisonniers politiques d'Afrique du Sud. Même si les héros de l'Afrique du Sud se trouvent aujourd'hui en prison, la cause pour laquelle ils combattent débouchera demain sur la victoire.

75. Le **PRESIDENT** suggère qu'étant donné qu'un certain nombre de délégations souhaitent encore prendre la parole la Commission consacre une troisième séance; le lundi 13 octobre 1975, à la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 18 h 5.*

## 955<sup>e</sup> séance

Lundi 13 octobre 1975, à 15 h 25.

*Président* : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.955

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

### JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES D'AFRIQUE DU SUD (*fin*)

1. Le **PRESIDENT** invite la Commission à poursuivre la célébration de la Journée de solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud.

2. M. IPSARIDES (Chypre) note que, trois décennies après la création de l'ONU, qui est née des cendres et des ruines de la seconde guerre mondiale, le régime minoritaire blanc brutalement répressif d'Afrique du Sud continue à dépouiller la majorité noire autochtone de ce pays. La délégation chypriote tient à se joindre à la grande majorité des Etats Membres pour rendre hommage à ceux qui ont été persécutés à cause de leur quête de liberté et d'égalité et de leur refus de vivre en esclavage. Cependant, il ne suffit pas de rendre hommage à ces hommes et à ces femmes ni de leur exprimer sa solidarité dans leur lutte courageuse et héroïque. Ce qu'il faut, c'est une action efficace de la communauté internationale tout entière. De plus, le racisme ne pourra être effectivement éliminé que si ceux qui le pratiquent sont privés des moyens de le faire. La seule solution efficace est peut-être d'isoler totalement le régime sud-africain et de fournir un appui accru aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération, dont la cause est celle de toute l'humanité.

3. La délégation chypriote s'associe à toutes les autres délégations pour exprimer, une fois de plus, sa solidarité inébranlable avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et pour demander au régime sud-africain de mettre fin immédiatement et sans conditions à ses persécutions.

*M. Huassein (Somalie), vice-président, prend la présidence.*

4. M. WOLF (Autriche) déclare que sa délégation tient à se joindre aux nombreuses autres délégations qui ont condamné bien des fois la politique inhumaine d'*apartheid*. A maintes occasions, à l'ONU et ailleurs, le Gouvernement fédéral autrichien a exposé sans ambiguïté sa position et s'est déclaré en faveur de la liberté politique partout dans le monde. Il constate, cependant, avec regret que les efforts déployés pour mettre fin à la politique d'oppression du Gouvernement sud-africain semblent avoir été vains, encore que le vent de changement qui souffle incontestablement dans la partie australe de l'Afrique autorise un certain optimisme pour l'avenir immédiat. Persuadée que les forces de répression d'Afrique du Sud ne triompheront pas, la délégation autrichienne tient à proclamer sa solidarité avec les prisonniers politiques d'Afrique du Sud et à s'associer à l'appel lancé pour obtenir leur libération immédiate.

5. M. K. B. SINGH (Népal) rappelle que la résolution 1881 (XVIII) de l'Assemblée générale a une importance considérable du fait qu'à la seule exception de l'Afrique du Sud tous les Etats Membres ont voté pour. Cependant, le régime policier de Pretoria a fait fi de cette résolution et maintient son règne de terreur en violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le but de la Journée de solidarité n'est pas uniquement d'appeler l'attention de l'opinion mondiale sur ces violations, mais aussi de réaffirmer qu'il ne peut y avoir de solution pacifique en Afrique du Sud que si toutes les personnes emprisonnées ou frappées d'interdictions en raison de leur opposition à l'*apartheid* sont libérées sans condition et autorisées à participer, sur un pied d'égalité, à des négociations authentiques, visant à façonner le destin de l'Afrique du Sud. Avec la libération des anciennes colonies portugaises, le régime raciste de Pretoria semblait avoir entendu le signal d'alarme, mais il a choisi, apparemment, de recourir à la stratégie qui consiste à diviser la population autochtone en établissant de prétendus "foyers nationaux" et en camouflant la répression sévère qu'il exerce contre l'opposition sous le convert d'une prétendue détente et d'un prétendu dialogue. Ces tactiques de diversion masquent simplement sa détermination à imposer l'*apartheid* ainsi qu'à consolider et perpétuer la domination blanche, tout en acceptant d'atténuer certaines des manifes-